

Droit de vote

pour tous les résidents étrangers !

Collectif « Même sol : mêmes droits, même voix » - 70 organisations s'unissent pour le droit de vote des étrangers



Elections municipales 2001

Questionnaire sur la citoyenneté des résidents

Ce présent questionnaire est destiné aux maires et têtes de listes, à l'occasion des élections municipales de mars 2001. Un bilan des réponses sera rendu publique avant le premier tour de scrutin.



NOM et Prénom

Maire de :

Tête de liste de :

Questionnaire

1.

En tant que maire et/ou tête de liste aux prochaines élections municipales, pensez-vous que le droit de vote des étrangers non-communautaires favoriserait la vie démocratique locale pour :

(numérotez les propositions en ordre décroissant d'importance)

- 4 1. respecter le principe d'égalité civique « un Homme, une voix » ?
- 6 2. donner plus de légitimité aux décisions ?
- 5 3. prendre en compte l'ensemble et la diversité des points de vue ?
- 4 4. renforcer le lien social en travaillant à une mutuelle connaissance ?
- 3 5. favoriser l'insertion des jeunes "issus de l'immigration" et la reconnaissance de leurs parents ?
- 7 6. éduquer à l'antiracisme ?
- 8 7. combattre l'extrême droite, et toute forme d'alliance avec elle ?
- 2 8. autres raisons :

2.

Que comptez-vous personnellement faire, dès les prochaines élections municipales, pour que la population non-communautaire puisse s'exprimer à égalité avec les autres citoyens résidents, dans les mêmes conditions pour tous, et donc participer aux décisions qui concernent tous les habitants de la cité ?

3.

La citoyenneté qui s'exprime aux élections locales devrait-elle se baser sur la résidence plutôt que sur la nationalité, comme c'est déjà le cas pour les ressortissants de l'Union européenne ?

Comment concevez-vous votre liste, afin que chaque résident puisse s'y sentir représenté ?

Signature

Merci de renvoyer ce questionnaire à :

Comité Roannais du Mouvement contre le Racisme et pour
l'Amitié entre les Peuples
salle 29. Centre Mendès-France
12, Avenue de Paris 42300 Roanne

pour contacter le Collectif national « Même sol : mêmes droits, même voix »

Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples
43, boulevard Magenta - 75 010 Paris
T.01.53.38.99.84. - Fax : 01.40.40.90.98.

Fédération nationale Léo Lagrange
153, avenue Jean Lolive - 93 695 Pantin Cedex
T.01.48.10.65.65. - Fax : 01.48.10.65.66.

Appel pour le droit de vote aux élections locales de tous les résidents étrangers en France

Élections européennes en 1999, élections municipales en 2001, les ressortissants de l'Union européenne pourront électeurs et éligibles. En accordant ce droit, la France avance vers l'égalité des droits, mécanisme indispensable à l'exercice de la citoyenneté et à la démocratie.

Alors pourquoi couper cet élan en refusant la citoyenneté politique à ceux qui résident de façon permanente sur notre sol, sous prétexte qu'ils sont extra-communautaires ? Comment imaginer que ces résidents qui participent comme les autres citoyens à la vie économique et sociale du pays, qui y sont parfois installés depuis plusieurs dizaines d'années, n'aient pas le droit de vote ?

Les droits des étrangers sont reconnus en quasi totalité dans l'entreprise (syndicat, élections prud'homales). En 1981, ils ont obtenu le droit d'association et le droit de diriger une association. Ils participent ainsi pleinement à la vie de notre société. Pourquoi n'auraient-ils pas les mêmes droits dans la ville où ils vivent et paient leurs impôts ? Les étrangers extra-communautaires, qui sont 15 millions à résider en Europe, doivent disposer des mêmes droits que leurs concitoyens européens.

Si la citoyenneté ne se résume pas au droit de vote, le droit de vote est partie intégrante de la citoyenneté.

Je demande aux pouvoirs publics de mettre en place les réformes nécessaires pour que tous les étrangers, ressortissants de l'Union européenne ou non, puissent voter et être éligibles aux élections municipales

NOM et Prénom

Fonction élective et activité

Adresse :

Signature

L'appel-pétition est à renvoyer à la structure qui vous adresse ce questionnaire, ou directement auprès d'une des deux associations qui rassemble les pétitions (voir au verso).

Collectif « Même sol : mêmes droits, même voix » - 70 organisations s'unissent pour le droit de vote des étrangers

AIDDA, AIDES - fédération nationale, Alternatifs (les), Associations de Défense des droits de l'Homme au Maroc (ASDHOM), Association de recherche, de communication et d'action pour les traitements du SIDA (ARCAT-SIDA), Association de soutien à l'expression des communautés d'Amiens (ASECA), Association des Enseignants pour la formation des Travailleurs immigrés (AEFTI), Association des Femmes relais de l'intermilieu (ARIFA), Association des Travailleurs Marocains en France (ATMF), Association des Travailleurs et de la Jeunesse, Association des Travailleurs de Turquie (AT), Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale (ADELS), CEFED, Centre d'Information et d'Etudes sur les Migrations Internationales (CIEMI), Chiche, Comité Portugais pour une pleine citoyenneté (CIPP), Confédération Générale du Travail (CGT), Confédération Nationale des Radios Libres (CNRL), Confédération des Familles (CSF), Conseil Consultatif des Etrangers de Strasbourg (CCES), Comité de la Jeunesse Pluriculturelle de France (COJEP), Conseil Français des d'Immigrés de Turquie (CFAIT), Conseil National des Associations d'Immigrés de Turquie (CNAFAL), Culture et Liberté, Droit au Logement (DAL), Droits de l'Homme (D), Fédération de Centres de Vacances et de Formation (FCVF), Fédération Nationale (FEN), Fédération de l'Education, de la Recherche et de la Jeunesse (FERC-CGT), Fédération des Conseils de Parents d'Elèves (FCPE), Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR), Fédération des Francas, Fédération Nationale des Maisons des Potes, Fédération des Léo Lagrange (FNLL), Fédération Syndicale Unitaire (FSU),

Fédération Unie des Auberges de Jeunesse (FUAJ), France-Libertés, Fréquence Paris Plurielle (FPP), Groupe d'appui France au Forum des Migrants de l'Union Européenne, Groupe d'information et de soutien aux immigrés (GISTI), Initiatives des femmes africaines de France et d'Europe (IFAFE), Jeunes Radicaux de Gauche, (JRG), Jeunesse Etudiante Chrétienne (JEC), Jeunesses Communistes (JC), JCR, JOC, Le Manifeste contre le FN, Lettre de la Citoyenneté, Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR), Ligue des droits de l'homme (LDH), MAKI, Mémoires 2000, Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), Mouvement des Jeunes Socialistes (MJS), Nouvelle Perspective Féminine, Parti Communiste Français (PCF), Fédération parisienne du Parti socialiste, Pionniers de France, Portugais de France Actifs et Solidaires (PFAS), Pote à pote, Ras l'Front, Fédération des Syndicats Généraux de l'Education Nationale et de la Recherche Publique (SGEN-CFDT), Solidaire Unitaire Démocratique (SUD), Solidarité Jeunesses (SJ), SOS-Racisme, Syndicat de la Magistrature (SM), Syndicat National des Enseignants du Second Degré - Fédération Syndicale Unitaire (SNES - FSU), Syndicat National Professionnel des Gens du Voyage Français en Europe (SNPGVFE), Union Démocratique Bretagne (UDB), Union Nationale des CPCV, Union Nationale des Etudiants de France (UNEF), Union Nationale des Etudiants de France - Indépendante et Démocratique (UNEF-ID), Union Nationale Lycéenne (UNL), Union Tsiganes et Voyageurs de France (UTVF), Les Verts